

Nombreuses réactions après la publication d'un rapport de HRW sur le Burundi

RFI, 14-02-2015 Le Burundi surveillé de près par la communauté internationale Les réactions sont nombreuses après la publication, jeudi, d'un rapport de Human Rights Watch sur le Burundi. L'ONG y pointe la responsabilité des forces de sécurité dans une série d'exécutions sommaires suite à l'attaque rebelle de la fin décembre dans la province de Cibitoke. Selon HRW, au moins 47 combattants, qui se seraient rendus, auraient été tués par l'armée. Et malgré l'annonce par Bujumbura de la création d'une commission d'enquête, la communauté internationale restera vigilante sur ce sujet.

«C'est un pas dans la bonne direction», explique Catherine Ray, la porte-parole de la diplomatie européenne. Mais l'UE promet de suivre toute cette procédure de près. Comme elle l'a fait depuis le début, souligne Catherine Ray, en condamnant ces violences et appelant le gouvernement à mener une enquête dès le mois de janvier. La France est plus réservée et prend tout simplement note de la création de cette commission d'enquête. Paris appelle à ce qu'elle soit indépendante, permette d'établir les faits et les responsabilités et rappelle aussi son attachement à la lutte contre l'impunité. La Belgique, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, appelle également le Burundi à mener une enquête approfondie et insiste sur le fait que les responsables de ces violences soient traduits en justice. «S'il est légitime de défendre le territoire national, rappelle Didier Reynders, il faut que cela se fasse dans le respect des droits de l'homme.» La France, la Belgique, mais aussi les Pays-Bas, par l'intermédiaire de son ambassadeur sur Twitter, et les Etats-Unis, qui avaient publié un communiqué dès la semaine dernière, tous ces pays insistent donc pour qu'une enquête sérieuse soit menée et pour voir des résultats. Il faut préciser que ce sont ces mêmes pays qui soutiennent, notamment forment depuis plusieurs années, les forces de sécurité burundaises, la police et l'armée. Des formations bien loin des accusations de ces derniers jours, puisqu'elles sont relatives au respect des droits de l'homme ou aux opérations de maintien de la paix.